



Comment le malaise s'exprimera-t-il après la Coupe du Monde ? Interview exclusive avec Rodrigo Nunes

Traduction pour Autres Brésils : Pascale VIGIER (Relecture : Piera SIMON-CHAIX)

Source : IHU (Instituto Humanitas Unisinos) 15/06/14 –

<http://www.ihu.unisinos.br/entrevistas/532259-como-o-mal-estar-se-exprimira-depois-da-copa-entrevista-especial-com-rodrigo-nunes>

« La Coupe du Monde est symbolique parce que, vendue comme quelque chose où 'tout le monde est gagnant', il s'agit en réalité d'un phénomène où certains ont tout perdu, pour que quelques-uns gagnent beaucoup, permettant à d'autres encore de gagner quelque chose », souligne le philosophe.

Durant la semaine du début de la Coupe du Monde au Brésil, après tant de manifestations qui scandaient « **La Coupe du Monde n'aura pas lieu** », « peu de gens allaient jusqu'à croire qu'il serait possible d'empêcher la tenue de la compétition », estime Rodrigo Nunes dans une interview à IHU On-Line, accordée par e-mail. Avec autant d'argent investi dans le Mondial, insiste-t-il, il était difficile que l'événement « n'aboutisse pas, même s'il fallait – comme nous sommes en train de le constater – lancer les Forces Armées dans la rue ».



Cependant, le fait que la Coupe du Monde ait été ponctuée par d'innombrables protestations indique qu'une partie de la population était en train de dire : « ne comptez pas sur nous pour être des figurants heureux dans une fête que nous savons ne pas être la nôtre. Les gens ont refusé le rôle qui leur a été attribué dans cette histoire », dit le chercheur. Pour lui, le mouvement « **La Coupe du Monde n'aura pas lieu** » était démonstratif : le simple fait que le slogan soit repris par des milliers de personnes le rendait déjà réel. Pourquoi ? Parce que ce type d'événement est bâti sur l'idée d'une unité indivise : la Coupe du Monde est bonne pour tout le pays, c'est une grande opportunité pour le Brésil, ce sera une grande fête pour tous... Mais, bien sûr, la réalité n'est pas tout à fait ainsi. La Coupe du Monde est une bonne affaire pour un groupe très restreint : pour la FIFA – à laquelle, selon la loi, il est littéralement interdit de porter préjudice, conformément à la législation qu'elle impose aux pays siège [de la Coupe du Monde]i -, pour les sponsors, les entreprises de construction, etc. ».



Et il ajoute : « Pour les 250 mille personnes qui ont été ou continuent à être menacées d'expulsion, pour les parents et amis des travailleurs morts, pour les travailleurs vivants confrontés à des conditions de travail désastreuses, pour les habitants ou les vendeurs de rue touchés par les mesures d'hygiène des villes, elle a été catastrophique ».

Dans l'interview suivante, Nunes attire aussi l'attention sur les conséquences de la Coupe du Monde et signale que les dépenses excessives de l'argent public et la corruption autour de la Coupe du Monde ne sont pas quelque chose « d'exceptionnel dans le cas du Brésil. Il est nécessaire de comprendre qu'il ne s'est pas agi d'un modèle particulièrement mal appliqué ; le modèle est ainsi. La FIFA et le Comité Olympique International – COI sont deux entités privées, sans aucune *accountability*ⁱⁱ, connues pour les dénonciations de corruption qui les entourent. Leur *business* est de vendre (littéralement, à en juger par l'histoire concernant le choix du Qatar comme siège de la Coupe du Monde), de vendre ce que nous pourrions nommer un « paquet pour état d'exception » à des pays intéressés par l'appât des investissements ».

Ce qui est propre au pays, souligne [Nunes], « c'est une série de revendications sociales réprimées : la répartition du capital, le problème du logement, l'exclusion de la jeunesse noire et pauvre, la mauvaise qualité des services publics, l'imperméabilité du système politique. Bien que des avancées importantes dans certains de ces domaines aient été effectuées au cours des dix dernières années, tout cela surgit au moment de la Coupe du Monde. En ce sens, elle n'est qu'un point de focalisation temporaire pour un malaise social beaucoup plus étendu, profond et (de plus) ancien, et en réalité la grande question est de savoir comment ce malaise s'exprimera une fois passée la Coupe du Monde. Il semble clair qu'il ne disparaîtra pas de sitôt, mais la manière dont s'arrangeront entre elles les diverses forces, quelles formes d'organisation et quelles relations elles établiront avec les institutions n'est pas évidente».

Rodrigo Guimarães Nunes est docteur en Philosophie du Goldsmiths College, Université de Londres et professeur à l'Université Pontificale Catholique de Rio de Janeiro – PUC-Rio. Il est collaborateur de diverses publications nationales et internationales, telles que *Radical Philosophy*, *Mute*, *Le Monde Diplomatique*, *Serrote*, *The Guardian* et *Al Jazeera*. En tant qu'organisateur et éducateur populaire, il a participé à différentes initiatives activistes, comme les premières éditions du Forum Social Mondial et la campagne Justice for Cleaners, à Londres.



En outre, il a été membre du collectif éditorial de *Turbulence*, une revue qui a influencé les mouvements sociaux d'Europe et d'Amérique du Nord au cours de la seconde moitié des dix dernières années. Il est l'auteur du livre *The Organisation of the Organisationless : Organisation After Networks*ⁱⁱⁱ.

Nunes a publié récemment un article dans le numéro spécial de la revue *Les Temps Modernes* fondée par Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, consacré aux manifestations au Brésil. Le dossier rassemble des analyses des chercheurs tels que Marcos Nobre, Idelber Avelar, Vladimir Safatle et Jessé Souza. Voyez ci-dessous l'interview.

IHU ONLINE – Comment interprétez-vous les manifestations « La Coupe n'aura pas lieu » qui se produisent sur les réseaux sociaux et dans la rue avant la Coupe du Monde au Brésil, alors que c'est le pays du football ? Y a-t-il quelque chose d'étrange dans cette coïncidence ?

« Nous ne sommes pas devant un mouvement, mais devant un moment »

RODRIGO NUNES – Pour moi, à partir du moment où le mouvement « La Coupe n'aura pas lieu » est né, il a été clair qu'il pouvait être lu de deux façons. La

première était conditionnelle : s'il n'y a pas de signaux clairs en réponse aux demandes qui surviennent (transports publics, services publics en général, expulsions provoquées par la Coupe du Monde, manquement aux promesses du « legs » [ce que la Coupe laisserait en héritage pour le pays], la violence policière lors des manifestations et dans les favelas...), l'insatisfaction et la mobilisation ne fera qu'augmenter.

Et si elles augmentent, tout peut arriver. Les gens avaient (re)trouvé confiance en leur pouvoir collectif, en leur capacité à interrompre le fonctionnement si habituel d'un système politique aussi peu transparent que le nôtre ; ils étaient conscients que cette capacité de mobilisation subitement (re)découverte effraierait la classe politique. Dans ce contexte, « La Coupe n'aura pas lieu » était une menace : vous allez nous écouter, sinon...

D'un autre côté, je pense que peu de gens allaient jusqu'à croire véritablement qu'il serait possible d'empêcher la réalisation de la compétition. Il était très difficile, avec tant d'argent investi, avec tant d'intérêts impliqués, que l'événement n'aboutisse pas, même s'il fallait – comme nous le constatons – lancer les Forces Armées dans la rue.



Unité indivise

Mais peu importe, parce que l'autre signification du mouvement « La Coupe n'aura pas lieu » relevait de la performance : le simple fait que le slogan soit repris par des milliers de personnes le rendait déjà réel. Pourquoi ? Parce que ce type d'événement est construit sur l'idée d'une unité indivise : la Coupe est bonne pour le pays, c'est une grande opportunité pour le Brésil, ce sera une grande fête pour tous... Mais, bien sûr, la réalité n'est pas tout à fait ainsi. La Coupe du Monde est une bonne affaire pour un groupe très restreint : la FIFA – à laquelle, selon la loi, il est littéralement interdit de porter préjudice, conformément à la législation qu'elle impose aux pays-siège – , les sponsors, les entreprises de construction, etc. pour les 250 mille personnes qui ont été ou continuent à être menacées d'expulsion, pour les parents et amis des travailleurs morts, pour les travailleurs vivants confrontés à des conditions de travail épouvantables, pour les habitants ou les vendeurs de rue touchés par les opérations d'hygiène des villes, elle a été catastrophique. Et pour la majorité de la population, elle a représenté le gaspillage d'énormes quantités d'argent public pour construire des structures privées ou qui seront privatisées, ou qui deviendront immédiatement obsolètes – alors que presque rien ne s'est réalisé du « legs » promis.



Foto: Cristiano Sant'Anna/Infocafé

Ce qui s'est passé depuis juin dernier, c'est que les gens se sont rendu compte à quel point cette « grande opportunité » était mal répartie, à quel point cette unité à laquelle la Coupe du Monde était supposée se destiner était un rideau de fumée cachant un processus extrême de privatisations des bénéfices et de socialisation des dommages. Dire « « La Coupe n'aura pas lieu », alors, signifiait dire : ne comptez pas sur nous pour être des figurants heureux dans une fête que nous savons ne pas être la nôtre. Les gens ont refusé le rôle qui leur avait été attribué dans cette histoire.

Et c'est sans retour : comme le montrent les recherches, le consensus autour de la Coupe et des Jeux Olympiques et, par conséquent, la prétendue unité à laquelle ils se réfèrent, est terminée. En ce sens, il n'y a déjà pas eu de Coupe du Monde.



IHU ONLINE – Pourquoi les manifestations n’ont-elles commencé qu’entre deux et un an avant la Coupe du Monde ? À l’époque où Lula a annoncé le Mondial, le pays a vibré. Espérait-on un autre modèle de gestion relatif aux investissements ? Ou bien les manifestations de juin ont-elles aussi rendues possibles de nouvelles critiques de la Coupe ?

RODRIGO NUNES – L’argument du « pourquoi n’a-t-on pas protesté avant ? » serait comique s’il n’avait pas été utilisé par tant de personnes ayant un historique de mobilisation politique. Autrement dit, si elles avaient expliqué à la population la vérité sur ce qui arriverait, il serait difficile de justifier ne serait-ce que la candidature du Brésil à être pays-siège !

Les gens protestent « tard » parce que l’information dont ils ont besoin pour se faire une opinion est « administrée » de façon à ce qu’ils ne s’aperçoivent qu’ensuite des répercussions de « faits accomplis » sur leurs vies. Si idéalement être bien informé était un pré-requis pour pouvoir s’exprimer politiquement, nous serions perdus – parce qu’une des choses pour lesquelles les gens ont toujours lutté est justement le droit à ce qu’il n’y ait pas de décisions prises en leur nom ou à leur insu, sans que les conditions ne soient pleinement remplies pour prendre position sur elles.

Ce qui s’est passé entre l’annonce du choix du pays-siège et maintenant, ce fut justement que les gens ont été informés – dans la pratique. Mais ici il faut se défaire d’une idée reçue. Les mega-événements ne sont pas quelque chose de « bien » qui au Brésil « a mal tourné ». Il est certain qu’il y a eu de la corruption et de l’incompétence administrative au niveau municipal, au niveau des états et au niveau fédéral ; peut-être plus que dans certains endroits, peut-être moins que dans d’autres. Mais il n’y a rien de très exceptionnel dans le cas du Brésil. Il faut comprendre qu’il ne s’est pas agi d’un modèle particulièrement mal appliqué ; le modèle est ainsi. La FIFA et le Comité Olympique International – COI sont deux organismes privés, sans aucune *accountability*, connus pour les dénonciations de corruption qui les entourent. Leur business est de vendre (littéralement, à en juger à travers l’histoire du choix du Qatar comme siège de la Coupe), de vendre ce que nous pourrions nommer un « paquet pour état d’exception » à des pays intéressés par l’appât des investissements. Ceci offre à ces pays les conditions idéales – le consensus autour de l’unité nationale, l’excuse de l’intérêt public, l’ « urgence » à terminer les ouvrages « en retard », la législation déjà prête – pour une tournée d’accumulation capitaliste violente. Ou autrement dit : pour un processus brutal, mais parfaitement légal, de privatisation des bénéfices et de socialisation des coûts.



Naomi Klein parle de « stratégie du choc »^{iv} en référence à la manière dont le capitalisme néolibéral prend des situations extrêmes telles que guerres et désastres naturels pour « des opportunités d'affaires » ; le modèle des méga-événements consiste en la création d'une situation extrême. Que ce soit si amplement accepté comme « opportunité de développement » donne la mesure de la pénurie d'imagination politique et économique dans laquelle nous vivons depuis l'ascension du néolibéralisme. Que ceci commence à être plus amplement mis en question est, sans doute, le grand « legs » de juin 2013 au monde.

IHU ONLINE – Beaucoup de gens voient le problème comme spécifique au Brésil ?

RODRIGO NUNES – Il existe une tentative, de la part du gouvernement, de coller sur le mouvement « La Coupe n'aura pas lieu » le défaut du « complexe du chien-battu ». Cette composante, le fait de penser que rien de ce que nous faisons ne peut aboutir, qu'un certain atavisme compromet tous nos efforts, est sans aucun doute un facteur pour une certaine classe moyenne de profil dépolitisé ou carrément conservateur.

Il s'agit de l'horreur de « ce Brésil attardé », où l' « attardé » est toujours les autres – en dernière analyse, les pauvres, qui existent en soi, miraculeusement séparés des conditions sociales qui les maintiennent et reproduisent leur pauvreté, et qui les impliquent tous excessivement.

Mais il est tout à fait clair que ce n'est pas de cela que parlent les mouvements descendus dans la rue. Au contraire, ils ont parlé exactement de la façon dont cette reproduction de l'inégalité sociale continue à fonctionner, et de la façon dont quelque chose comme la Coupe du Monde sert à la renforcer. Il est étonnant, par ailleurs, que les deux seuls acteurs qui persistent à confondre ces deux discours (l'un clairement de gauche, l'autre du centre ou de droite), soient les media corporatifs et le gouvernement.

Je n'ai pas vu de recherche en ce sens, mais j'ai la certitude que, contrairement à ce qu'on essaie de suggérer, le contre/pour la Coupe du Monde et le contre/pour le gouvernement sont deux divisions loin d'être équivalentes. Le groupe de supporters qui a hué la présidente lors du match d'ouverture, un public de la classe supérieure « modèle FIFA », est historiquement anti-petiste, mais vibre avec la Coupe du Monde. Et pourquoi ne le ferait-il pas ? C'est un événement pour eux. Déjà dans la



base historique du PT il y a beaucoup de gens contre l'événement. Malheureusement, la manière dont les questions politiques sont réduites à des polarisations partisans étouffe cela.

Corruption et antagonisme réel

Ici entre également en jeu le thème de la corruption, dont le fonctionnement idéologique constitue un « obstacle épistémologique » sérieux. La corruption serait un atavisme spécifique au Brésil, pays corrompu par nature ou tradition. Mais, curieusement, le problème est toujours uniquement celui de l'État, sans inclure le marché : on pense à « l'homme au grand cœur » qui utilise la machine de l'État en faveur de son ami, mais ne se demande jamais qui est cet ami ni ce qu'il offre en échange. S'ensuit une triple fonction : diabolisation de l'État, absolution du marché et exemption des corrupteurs – ils ne corrompent les agents que parce que ceux-ci sont déjà corrompus, comme si « corrompre » et « être corrompu » étaient indépendants l'un de l'autre.

« Il y a un nombre croissant de personnes qui préféreraient une option qui pour l'instant n'existe pas »

C'est ici le point crucial qui explique [la] quatrième fonction [de la corruption]. La corruption sert à transférer l'antagonisme réel, qui a à voir avec la répartition du revenu et l'accès aux décisions politiques, en le projetant vers un faux antagonisme. Alors que l'antagonisme réel oppose, disons, le banquier à l'habitant des favelas, le faux antagonisme crée un « nous » imaginaire – un « peuple brésilien » qui inclue banquier et habitant des favelas – en opposition à un « ils » qui serait l'État, les politiques. De là vient la réduction de la politique à une question de moralité individuelle (comme s'il n'était pas parfaitement possible d'être honnête et de faire des choix politiques désastreux) ou à une question administrative (comme si un modèle de « bonne administration » pouvait être fixé en faisant abstraction des objectifs politiques qu'il prétend réaliser). Surgissent aussi des idées ingénues, comme celle selon laquelle, s'il n'y avait pas détournement de sommes, il y aurait de l'argent pour tout, que ce n'est que cela qui nous éloigne du bien-être généralisé. Tout cela sert à détourner l'attention de l'essentiel : de la répartition inégale du revenu et de l'influence politique, de la nature des choix politiques et du processus à travers lequel ils sont pris.

C'est pour cela que j'ai l'habitude de dire que le problème consiste moins en la corruption illégale, qui est reconnue en pénal et est passible de punition, que la corruption légale : la manière dont quelques intérêts économiques détiennent un pouvoir disproportionné pour influencer sur les décisions de l'État, la manière dont l'État



intervient pour les favoriser, en privatisant les bénéfiques et en socialisant les coûts, les lobbies, le financement privé de la campagne. Dans le cas d'un stade devenu obsolète, par exemple, le scandale n'est pas que tel ou tel aspect ait été surfacturé : le scandale est qu'il ait été construit. Et ceci a été fait absolument en toute légalité. Je le répète : il me semble clair que c'est de ce type-là de corruption dont on parle dans les rues maintenant.

Spécificité brésilienne

Ce qui est « spécifique » au Brésil, c'est une série de revendications sociales réprimées : la répartition du revenu, le problème du logement, la mise à l'écart de la jeunesse noire et pauvre, la mauvaise qualité des services publics, l'imperméabilité du système politique. Bien que des avancées importantes dans certains de ces domaines aient été effectuées au cours des dix dernières années, tout cela surgit au moment de la Coupe du Monde. En ce sens, elle est seulement un point focal temporaire pour un malaise social beaucoup plus large, profond et (y compris) ancien, et en réalité la grande question est de savoir comment ce malaise s'exprimera une fois la Coupe du Monde passée. Il semble évident qu'il ne disparaîtra pas de sitôt, mais la manière dont se combineront entre elles les différentes forces, quelles formes d'organisation et quelles relations elles établiront avec les institutions n'est pas évidente.

IHU ONLINE – Dans un article récent vous dites que la Coupe résume en un symbole une lacune fondamentale dans le projet du PT. Quelle a été cette lacune durant ces douze ans de gouvernement ? Quelle est la fraction de population qui n'a pas été avantagée par le PT ?

RODRIGO NUNES – Presque tout le monde a été avantagé par le PT : depuis les banquiers jusqu'aux travailleurs déclarés, des latifundiaires au sous-prolétariat, des entrepreneurs du bâtiment à la jeunesse qui a eu accès à l'université. Même les familles qui ont perdu leurs logements à cause de la spéculation immobilière et des mega-événements, avaient probablement avant cela, vu leur vie s'améliorer.

La « lacune » à laquelle je faisais référence se trouve justement ici. Grâce à une situation internationale favorable, il fut possible durant un moment de maintenir une situation où tous étaient gagnants. Les riches restaient très riches, les pauvres devenaient moins pauvres. Cela fut le grand succès de ce qui est nommé le Lulisme. Ce fut, en même temps, cela qui -ajouté à l'exaction politique qui s'institutionnalisa vraiment après l'éclosion du scandale du « Mensalão » - le fit stagner.



On ne parla plus de réforme politique, ni de réforme tribulaire qui, espérait-on, créerait un impôt progressif et réparti. On ne parla plus de concentration des media, on ne s'est plus mis en conflit et, au contraire, on a fait chaque fois plus de concessions. Le PT s'est modifié avec les conditions qui lui ont été données, mais a très peu fait pour changer ces conditions à moyen terme, de telle sorte que sa situation aujourd'hui est paradoxale : virtuellement imbattable dans les urnes, il semble avoir moins de forces pour transformer les conditions dans lesquelles il opère que quand Lula l'a emporté pour la première fois.

Si une bonne partie de son électorat historique, clairement identifié comme la gauche, a perçu l'administration de Dilma comme un retour en arrière, c'est

« C'est une erreur de penser que le paysage post-juin puisse être contenu dans les paramètres qui existaient auparavant »

parce que lors de son mandat les forces conservatrices avec lesquelles le PT a fait des compromis ont couvert une série d'actions et qu'elles ont été prises en compte. On peut considérer, alors, le processus qui se libère en 2013 comme l'autre face – qui n'a pas d'autre option sinon conquérir son influence politique dans les rues – en montrant ses actes. En un sens, il s'agit d'une dispute pour le legs du Lulisme : quand il n'est pas possible que tous soient gagnants, quel est le côté qui va perdre ? La Coupe est symbolique, parce que, vendue comme la chose où « tout le monde est gagnant », il s'agit en réalité d'un phénomène où certains ont tout perdu, pour que quelques-uns gagnent beaucoup, permettant à d'autres encore de gagner quelque chose.

Lutte pour la redéfinition des problèmes.

Ce bras de fer est suffisamment clair, par exemple, dans le discours du Movimento dos Trabalhadores Sem Teto [Mouvement des Travailleurs Sans Toit- MTST]^{vi} : le Minha Casa Minha Vida [Ma Maison Ma Vie]^{vii} a transformé le gain des entreprises au forfait en la condition préalable pour solutionner le problème du logement ; le MTST se mobilise pour garantir une solution au même problème qui soit à l'avantage des travailleurs.

Mais la chose ne s'arrête pas là ; il ne s'agit pas seulement d'une lutte pour la solution de problèmes qui sont déjà connus, mais aussi d'une lutte pour la redéfinition des problèmes eux-mêmes. Il est significatif que les mobilisations contre Belo Monte et contre les agressions envers les Guarani Kaiowá, ainsi que l'occupation de l'Aldeia Maracanã^{viii}, soient les antécédents directs des protestations de juin 2013. Non seulement parce que les indigènes sont peut-être l'unique



segment qui a de façon claire perdu au cours de la dernière décennie, particulièrement sous le gouvernement Dilma, mais parce qu'ils sont les symptômes d'un sentiment croissant de la nécessité de repenser de haut en bas la conception purement quantitative, extensive, économique, de développement avec laquelle nous fonctionnons. Et ici il y a une différence importante. Des demandes comme celles du MTST, dépendant de la capacité politique (qui, dans le cas du MTST, est en train de démontrer qu'elle est grande) peuvent rencontrer un accueil ponctuel, comme actuellement à São Paulo. Mais, pour l'instant, l'idée selon laquelle il faut reformuler la conception-même de développement ne trouve aucune représentation à l'intérieur de l'échiquier national des partis politiques.

IHU ONLINE –Est-il possible d'entrevoir quel sera l'impact de ces manifestations et du désaccord autour de la Coupe sur les élections ?

RODRIGO NUNES – Il est difficile de prévoir à quel point les manifestations seront importantes ; cela va dépendre de facteurs relativement contingents. Si elles sont aussi importantes que l'an passé, ce qui pour l'instant paraît improbable, ou s'il se passe quelque chose de très grave, tout peut arriver. Dans le cas contraire, la tendance est plutôt une victoire du PT.

Maintenant, de la même manière que juin 2013 nous a rappelé que la « politique » n'est pas seulement ce que font les politiques, ce serait une erreur de regarder uniquement vers le type de protestation de rue qui a dominé à cette époque et juger que, au cas où elles ne seraient pas aussi importantes, les mouvements échoueraient. Parce que la tendance depuis l'an passé est que, à mesure que ce type de protestation reflue (son point culminant ayant été l'unique et bref moment lors duquel les positions de gauche, du centre et de droite se sont confondues de fait), la divergence s'étend et se diversifie dans sa composition politique et sociale. À partir de ce moment, nous avons vu un nombre chaque fois plus grand de protestations contre la violence policière dans les favelas, des occupations urbaines, l'augmentation du MTST à São Paulo, le Ocupe Estelita^x à Recife, des grèves – dont beaucoup sont sauvages, ce qui est aussi symptomatique. Celles-ci, par exemple, peuvent avoir un impact beaucoup plus grave sur la Coupe que les manifestations de la rue.

Nous ne nous trouvons pas devant un mouvement, mais devant un moment – ou, plutôt, devant un système–réseau en constant changement, où le « La Coupe n'aura pas lieu » est déjà, lui-même, une mutation.



D'un côté, cela signifie que les actions d'un groupe ou d'une section créent des opportunités pour d'autres, de sorte que différents mouvements agissent indépendamment les uns des autres sans qu'ils aient besoin précisément de se coordonner entre eux. D'un autre côté, ce qui s'est passé et continue à se passer est une transformation subjective : les gens redécouvrent le pouvoir et le plaisir de l'action collective, deviennent moins tolérants envers ce qu'ils voient comme des abus.

Les PTistes [sympathisants du PT] disent que, derrière les grèves, se trouvent les partis de gauche qui ont toujours fait de l'agitation contre le gouvernement. C'est possible, mais la question est : si l'agitation a toujours été là, pourquoi n'a-t-elle un effet que maintenant ? Comme dirait Michel Foucault, à contre-pied d'Étienne de La Boétie, nous sommes en train de voir une croissance de « la non-servitude volontaire », de « la désobéissance réfléchie ». Et, comme dirait Spinoza, plus les gens découvrent la joie de leur propre force, plus ils l'exercent, et plus ils l'exercent, plus ils ont de force. Des réactions comme celles du gouvernement de São Paulo, qui répond aux employés du métro par la violence et des licenciements, me paraissent jouer avec le feu, parce qu'elles sous-estiment profondément cette transformation.

Divergence

L'aspect le plus important de ce moment est qu'il est devenu visible et a renforcé un écart entre la politique telle qu'elle s'exprime dans le corps social et la politique telle qu'elle est représentée par le système politique. Une tentative quelconque de lire la première dans les termes de la seconde est nécessairement un échec, parce qu'une crise de représentation c'est justement quand la seconde devient insuffisante pour rendre compte de la première. Il est significatif que, dans les derniers sondages, Dilma baisse sans que personne ne monte. Il y a un nombre croissant de personnes qui préféreraient une option qui pour l'heure n'existe pas, ce qui n'empêche pas un grand nombre d'entre elles de choisir, au dernier moment, parmi celles qui sont à disposition, celle qu'elles estiment la moins mauvaise. Cette autre option apparaîtra-t-elle ? Qu'advientra-t-il si elle n'apparaît pas ? Il est tôt pour le dire.

Mais c'est une erreur de penser que le paysage d'après-juin puisse être compris à l'intérieur des paramètres qui existaient auparavant : il y a de nouveaux acteurs, de nouvelles orientations, de nouvelles positions. Il est très primaire de penser que, si jusqu'hier seuls « x » et « y » critiquaient le gouvernement, c'est nécessairement aujourd'hui « x » ou « y » qui le critiquent. Nous sommes en train de passer par une redéfinition des orientations politiques ; combien de temps faudra-t-il pour que le système politique reflète ce changement, et comment cela se manifestera-t-il, on ne



sait pas. Mais feindre qu'il n'existe pas peut, pour divers motifs, devenir de plus en plus insupportable. Cela peut aussi, à moyen ou long terme, recouvrer un coût politique élevé de la part des acteurs dont on attendrait qu'ils soient sensibles à ce changement.

NOTES DE LA TRADUCTION

ⁱ Loi Générale de la Coupe imposée par la FIFA pour préserver ses intérêts. Des tribunaux d'exception pour juger ceux qui contrevenaient à cette loi ont même été créés, modifiant la constitution brésilienne selon laquelle la justice doit être la même pour tous.

ⁱⁱ En anglais dans le texte, terme pouvant être rendu par la notion de « transparence ».

ⁱⁱⁱ L'Organisation de l'absence d'organisation : Organisation après les réseaux sociaux. Non traduit.

^{iv} Naomi Klein, journaliste canadienne militante altermondialiste, fait un parallèle entre les chocs infligés par la torture qui amènent les victimes à une régression totale et les chocs sociaux, économiques, politiques, qui permettent la mise en œuvre de réformes néolibérales majeures.

^v Scandale intervenu entre 2005 et 2006 mettant en cause certains hauts personnages du gouvernement, notamment José Dirceu, ministre de la Maison Civile, accusés d'avoir acheté les voix des parlementaires. Les accusations ont été suivies de condamnations à des peines de prison et d'amendes par la Commission Parlementaire d'Investigation.

^{vi} MTST : mouvement en lutte contre les injustices liées à la Coupe, délogements, militarisation de la police, gaspillage de l'argent public réclamé pour la santé, l'éducation et les transports. Ses actions consistent en l'occupation de divers lieux stratégiques pour la Coupe.

^{vii} Programme établi par le gouvernement en 2009 destiné au relogement des personnes de peu de ressources.

^{viii} Allusions aux manifestations survenues en opposition au projet de barrage hydroélectrique de Belo Monte sur le Rio Xingu (dans le Mato Grosso et le Para), aux menaces d'expropriation des indiens Guarani Kaiowa au profit d'un propriétaire terrien, au projet de démolition du musée historique de l'indien situé dans le quartier Maracanã à Rio, où se trouve le célèbre stade accueillant la finale de la Coupe.

^{ix} Mouvement de protestation contre le projet de construction de 12 tours allant jusqu'à 40 étages de résidences et commerces de luxe sur un terrain du quai José Estelita dans la zone centrale de Recife.